

• fevrier/Mars 2020 • Numero 172•  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

**Municipales : Baffer la Macronie et Préparer Fissa l’Avenir**

Au Sommaire de ce Numero

C’est une année difficile, constate sans être grand clerc, Jean-Luc Gonneau dans son édito Année difficile, courage et luttes, mais le sourire aussi ! qui énumère les enjeux en cours et à venir, en y opposant la nécessité de faire front avec le sourire. Pas suffisant, mais nécessaire !

Yann Fiévet poursuit son réquisitoire, précis, argumenté contre la politique et les pratiques de l’actuel pouvoir et repère dans L’esbroufe au pouvoir les dernières «gonflettes de la communication gouvernementale».

Si nous espérons une raclée pour la macronie aux élections municipales, ce ne sera pas suffisant pour construire une alternative de gauche. Dans L’épreuve municipale, un tournant à négocier, Clémentine Autain et Elsa Faucillon nous suggèrent des pistes.

**Du bon usage de la souveraineté en Europe**. «Il faut évidemment se poser la question de la place du curseur des délégations de souveraineté au sein de l’Union européenne. Il faut se demander à quoi elles servent ? Protéger les peuples européens ou au contraire renforcer les contraintes qui pèsent sur eux ? Il faut enfin se demander quel type d’Europe, forte des délégations opérées, pourrait être la garante des aspirations voulues par les peuples des États-membres ?». Tel est le sujet de cette analyse de **Michel Rogalski**

Castaner et le préfet Lallement, son bras armé franciller font cogner les filles par leurs troupes. Le collectif Les Effronté.es partagent une indignation (presque) générale dans Violences policières, un nouveau cap est franchi, avec quelques témoignages qui ne font pas honneur à la police et aux gendarmes

Nous aimons la langue et la littérature et sommes ravis d’accueillir Un petit mot de rien, où Alain Kerjan nous distille son amour du rien et les divers plaisirs que le rien nous offre. Un bol d’air philosophico-poétique qui fait du bien.

La mise à mal de l’hôpital public, particulièrement préoccupante ces jours ci, a des rapports directs avec le financement de la sécurité sociale. C’est ce que dévoile **Saul Karsz** dans **De la pénurie hospitalière au déficit de la Sécurité sociale**, et retour. Et c’est inquiétant.

Le magazine Le point agressait récemment en textes et photos la CGT de ruiner la France, pas moins. Ce qui fit bondir **Jacques-Robert Simon**. Instantanément transformé en historien social, il nous offre un panorama, avec ses grandeurs et ses faiblesses, de l’histoire de la CGT. Qui bien sur ne ruine pas la France. Honte au Point !

Et comme d’hab’, il nous faut rire un peu, voire plus, avec des bonus illustrés : cinq photomontages ou dessins glanés sur le net par notre ami Iraj Ziad ou tirés du toujours réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat.

* Edito : Annee Difficile, Donc Courage et Luttes, mais le Sourire aussi !

*Par Jean-Luc Gonneau*

*Année difficile, grèves dures, dignes, justes, nécessaires contre une «réforme», mot à honnir des retraites inique et qui plus est bâclée, dont chacun.e a pu constater, malgré les habillages, les mensonges, les manipulations du gouvernement, que son seul objectif était de réduire les futures pensions du plus grand nombre et, comme sur tous les sujets depuis trois ans, de préserver voire augmenter celles de quelques-uns*

*Année difficile, épidémie inquiétante face à laquelle nos services publics de santé font face, comme toujours, au mieux de leurs moyens et même au-delà, des moyens depuis longtemps rognés, parfois démantelés par des «réformes», mot honni, dont le pays commence à payer le prix du sang, sans compter l’état d’épuisement des personnels au contact maintenant quotidien avec le danger. Réformes mises en place sous Sarkozy, préservées sous Hollande, accentuées tout particulièrement sous Macron et la dernière ministre en charge du secteur, dépêchée depuis sur ordre par notre microtzar pour tenter de limiter le naufrage du parti présidentiel lors de l’élection municipale à Paris. Ce qui peut laisser penser qu’en très haut lieu, une opération de sauvetage partisan est plus importante qu’un changement de capitaine à l’orée d’une tempête nationale.*

*Année difficile pour la planète, où les bouffonneries tragiques de Donald Trump continuent de multiplier les sources de conflits, déjà nombreux et meurtriers, où les minces, très insuffisants effortss internationaux pour contenir les dangers du réchauffement climatiques ne semblent guère poursuivis et même entravés par les provocations de Bolsonaro, Trump (toujours lui) et quelques autres, l’inidifférence de la plupart des états et la timidité de ce qui reste. Guerres, morts, misères, exils massifs, catastrophes naturelles à répétitions deviennent notre environnement quotidien. La prise de conscience d’une partie de la jeunesse que ceci ne peut plus durer.*

*Année difficile, mais à ce niveau elles le sont toutes : notre Europe qu’on nous présentait comme l’avenir radieux du continent, demeure immobile, transformée en une machine à rédiger des directives qui sont plus souvent des barrières que des chemins, incapable d’accorder les violons des états membres. Y compris sur des points qui pourtant ne devraient pas susciter de controverse politique, telle la coopération contre le coronavirus. Son poids diplomatique devient fantomatique au niveau international, celui de chacun de ses membres ne vaut guère mieux. Continent en sommeil.*

*Année difficile pour la gauche, ou les gauches, comme vous voudrez, qui tardent à se remettre de la piteuse période Hollande-Vals (au passage voilà ce dernier, toute honte bue, qui ose repointer son nez à Paris après déroute barcelonaise). Les élections municipales pouvaient être un moment propice à un commencement de reconstruction. On aperçoit, ça et là, quelques tentatives, dont certaines pourraient être couronnées de succès, mais le chemin à parcourir est long et le temps court pour profiter de l’affaissement de la macronie pour proposer au pays des perspectives de justice sociale, des raisons d’espérer et de s’enthousiasmer. D’autant que la droite «tradi» se requinque un peu, et que la droite extrême rôde toujours. Pour la gauche, l’heure, vraiment, n’est plus aux petits calculs ou aux jeux de cours de récré pour voir qui a la plus longue.*

*Année difficile, mais pas une raison pour perdre le sourire. L’humour peut être une arme politique redoutable (dont, de plus, l’actuel président est totalement dépourvu : il a les matraques et le pognon, on a l’humour). Il est aussi, selon certains, la politesse du désespoir. Ce qui est bien utile en temps difficiles. Et Jacques Brel nous dit que l’humour est la forme la plus saine de la lucidité. Avante camaradas, comme chantent nos amis portugais, et contre les droites, rage au ventre, idées en tête, sourire aux lèvres !*

* L’Esbroufe est au Pouvoir

*Par Yann Fiévet*

Il paraît que notre démocratie est malade. Pire, il semble que son mal s’aggrave au fil des ans. La manière par laquelle la réflexion politique s’inscrit dans la vie de la Cité est de plus en plus superficielle, va de moins en moins au fond des questions qui se posent à notre société inquiète à plus d’un titre. Nous savons depuis longtemps déjà que le sommet de la sphère politique a pris la fâcheuse habitude de copier béatement ce qui a cours au sein du monde des grandes entreprises dans le domaine de la Communication. Celle-ci a pris le pas sur l’information et elle gangrène petit-à-petit la réflexion intellectuelle. Pourtant, sous la Présidence d’Emmanuel Macron la dégringolade s’est accélérée. On ne se contente plus seulement de ripoliner les prises de décisions politiques afin de les rendre plus acceptables par un peuple que l’on voudrait dévot. On lui raconte des sornettes. Désormais, l’esbroufe est au pouvoir. Et, pour faire bonne mesure, on lui allie une extrême légèreté.

Les occasions où la gonflette communicationnelle étatique s’exprime outrancièrement sont de plus en plus fréquentes à mesure qu’il devient difficile pour le pouvoir politique de cacher les grosses ficelles de ses véritables dessein. En même temps, les annonces tonitruantes, servilement relayées par les «chiens de garde» bien installés au cœur des médias de masse, ne suffisent plus à dissimuler ni l’insuffisance de l’engagement des ministres au service véritable de l’intérêt général ni les maladresses confirmant leur volonté de poursuivre la mise en oeuvre à marche forcée de l’ordre économique néolibéral. Quel meilleur exemple de ce désastreux visage actuel du politique pourrions-nous trouver que la superbe fuite – en rase campagne ! – d’Agnès Buzyn en route vers de «nouveaux horizons» ? Alors que l’hôpital public est en crise depuis plus d’un an, que le risque d’épidémie du Coronavirus susceptible de toucher la France n’est pas écarté, la Ministre de la Santé n’a rien trouvé de mieux que de déserter ces deux fronts afin de se lancer sur commande dans la course à la conquête de la Mairie de Paris en lieu et place de l’imprudent Benjamin Griveaux. Quelle est donc cette nouvelle conception, désormais extrêmement mouvante, de ce que l’on nommait autrefois le service de l’Etat ? Les larmes de crocodile de la ministre au moment de la «passation de pouvoir» à son successeur à « la Santé» ne saurait effacer le sentiment d’indéniable légèreté que confère au citoyen encore attaché à certaines valeurs cette affaire pour le moins surréaliste et consternante. D’autant que ladite légèreté fut à son comble lorsque la dame tenta de justifier son nouvel engagement : j’aime Paris, d’ailleurs j’y habite !

Les annonces présidentielles et gouvernementales sont volontairement ronflantes, proférées avec un naturel des plus trompeur. Laissons de côté la tromperie majuscule que constitue le projet global de réforme des retraites. Nous l’avons déjà dit ici-même, le chorus officiel en défense de ce projet si mal ficelé et tellement porteur de destruction du « modèle social français » confine désormais au ridicule. Intéressons-nous plutôt à un aspect particulier de cette réforme. Le champion en matière de profération de fausses évidences est incontestablement Jean-Michel Blanquer. Comme les enseignants seraient parmi les grands perdants de l’instauration de la «retraite à points» le Ministre de l’Education Nationale s’est lancé dans l’annonce de promesses mirobolantes en matière de revalorisation du traitement desdits enseignants qui sont, qui plus est, parmi les moins bien payés de l’Union Européenne. On s’aperçut bien vite que les chiffres mis sur la table seraient très éloignés de ce qui pourrait être considéré comme une compensation sérieuse par les intéressés. Qu’à cela ne tienne, ne pouvant pas gonfler l’enveloppe de la revalorisation car Bercy veille au grain, le soldat Blanquer emboucha la trompette de la communication bon marché : ce que je propose aux enseignants «ne sera pas des clopinettes». Le terme choisi est, probablement à l’insu du plein gré du ministre, un aveu de faiblesse, mais qui le voit vraiment ainsi quand toute une société est sous l’emprise du marketing politique ?

Le citoyen un peu attentif n’est sûrement pas complètement dupe de ce qui se cache derrière la baudruche si souvent gonflée à bloc. Car, des couacs se produisent dans la machine à duper finalement pas si bien huilée qu’il y paraît. Un épisode récent n’a pas échappé à tout le monde. A la mi-février, Emmanuel Macron et plusieurs ministres avaient mis les petits plats dans les grands à l’occasion de la Journée du handicap. Les médias avaient tous été conviés à venir entendre les annonces décisives qui devraient permettre à la France de combler rapidement le retard pris en la matière depuis l’adoption de la loi de… 2005. Les journalistes repartirent avec un solide dossier leur permettant de rendre rapidement compte du nouveau plan de bataille contre les diverses formes de handicap. Le couac annoncé, au sujet duquel les médias furent moins bavards, intervint à peine quarante-huit heures après le show présidentiel. Au Palais Bourbon, les députés eurent à se prononcer sur la proposition de loi 2550 par laquelle l’un des leurs souhaitait modifier les règles d’attribution de l’Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) afin que celle-ci ne dépende plus du revenu du conjoint de la personne handicapée mais uniquement de sa situation de handicap. Le Gouvernement était hostile à l’adoption de cette proposition de loi. Seulement voilà : seuls trente-cinq députés de la République En Marche se trouvaient dans l’hémicycle au moment du vote et quatre d’entre eux dirent bravement oui à ce texte marquant une indéniable avancée sociale contre l’avis gouvernemental, texte qui fut ainsi adopté. Ces quatre courageux venaient de se souvenir que quelques jours plus tôt le Président leur avait reproché leur manque d’humanité lors du vote d’un amendement portant prolongation du congé parental consécutif au décès d’un enfant. Faut-il commenter ce nouvel avatar du désastre politique contemporain ?

Une seule question se pose désormais : pendant combien de temps la société civile va-t-elle supporter la décrépitude avancée du politique ? Il semble que de sombres lendemains nous attendent. Il nous appartient de démentir au plus vite cette funeste prédiction.

*Le blog de Yann Fiévet :* *http://www.yanninfo.fr*

* L’Epreuve Municipale, un Tournant à Negocier

*Par Clémentine Autain et Elsa Faucillon*

Ce week-end, le premier tour des élections municipales risque d’avoir des allures contradictoires. Selon un sondage Ifop, 28% des Français seraient prêts à ne pas se déplacer pour cause de coronavirus, ce qui pourrait modifier les coordonnées du scrutin. Alors, à quoi peut-on s’attendre ?

Une raclée électorale pour la macronie est à portée de main. Il est frappant de voir que le «nouveau monde» se révèle pour de qu’il est, un alliage de vieilles recettes et d’ancrage à droite toute. Il est notable que ce soit souvent des maires LR qui ont hérité du label LREM. La tour d’ivoire dans laquelle s’est retranché le pouvoir en place n’est pas un repli convaincant pour renouveler avec la confiance des électeurs. Fait symptomatique, Édouard Philippe, pourtant ancien maire du Havre, est en difficulté dans son ancien bastion face à Jean-Paul Lecoq, candidat communiste prêt à lui ravir la mairie en conduisant une liste de large rassemblement. Après le 49.3, le Premier ministre dévisse dans les sondages. Quant à Paris, la campagne d’Agnès Buzyn n’atteste pas d’une grande forme dans cette ville où le potentiel LREM est pourtant très fort… Bien que réjouissante, cette possible claque électorale pourrait être gâchée par le score du Rassemblement National. La formation d’extrême-droite, élections après élections, cultive son implantation locale et menace de s’appuyer sur davantage d’élus municipaux. Une majorité de la population (56%) pense désormais que son arrivée au pouvoir est possible. Les prophéties auto-réalisatrices des années précédentes nous avaient déjà embarqués dans un deuxième tour quasi obligatoire face à Marine Le Pen. Cette ascension dit l’urgence à bâtir une alternative émancipatrice face au duopole Macron/Le Pen.

Malgré les nombreuses expériences de rassemblement au sein de la gauche et des écologistes, c’est l’éclatement qui domine. Les combinaisons sont si multiples qu’il est bien difficile de s’y repérer. Il n’y a pas lisibilité nationale, les résultats seront d’ailleurs plus longs et plus difficiles à analyser. Réjouissons-nous que la composante citoyenne soit à l’honneur dans cette élection. Elle confirme l’immense demande d’implication qui ne cesse de s’exprimer dans notre société, sous fond pourtant d’une terrible crise de confiance dans nos institutions. Malheureusement, chaque formation politique à gauche a tout de même voulu miser avant tout sur un succès personnel dimanche, comme si cela éclairerait automatiquement le champ politique pour 2022, l’épreuve municipale passée. EELV espère une vague verte et n’a, pour l’essentiel, accepté de rassemblement que derrière une candidature de sa propre formation. Le PS croit pouvoir sortir de ses décombres à l’occasion de cette élection locale où il compte un nombre significatif de sortants. À l’inverse, la FI n’a pas de maillage municipal constitué : elle ne peut donc, presque mécaniquement, sortir que renforcée en nombre d’élus– ne doutons pas que les insoumis sauront valoriser leur percée. Enfin, les communistes doivent relever le défi de conserver leurs derniers bastions historiques pour escompter ne pas plonger plus avant dans le déclin. De Génération.s à Place publique, d’Ensemble à la Gauche Républicaine et Socialiste, il reste encore de petites organisations qui, en général, sont venues prêter main forte à des configurations unitaires. Bien malin qui peut y voir clair dans ce paysage atomisé…

La période de l’après-municipale sera ainsi cruciale pour notre camp social. Le double défi qui s’impose scellera la possibilité en 2022 d’en finir avec Macron et son ticket gagnant qu’est Marine Le Pen. Conjurer l’avènement des égos et le spectre de la division ne sera pas une tâche facile, et reposera autant sur la capacité de se rassembler que de faire émerger un projet commun sur lequel peut reposer une telle tentative. L’ébullition sociale et écologique du pays nous rappelle chaque jour l’immense potentiel d’une option radicale de transformation que nous portons à gauche mais de façon encore trop dispersée. Nous n’avons plus le droit à l’erreur, avant la ligne droite de la présidentielle. Un tournant est à négocier, serrons à gauche ! Vertement !

*Article paru dans Le Fil des Communs (https://lefildescommuns.fr)*

* Du Bon Usage de la Souveraineté en Europe

*Par Michel Rogalski*

Disons-le d’emblée, l’autarcie choisie, frileuse et repliée ne peut proposer un horizon enviable pour aucun peuple. Les pays qui se sont retrouvés dans cette situation ne l’ont pas choisie. Elle leur a été imposée. Et les conséquences ont souvent été douloureuses pour eux. Face à la mondialisation déferlante la question n’est plus de la fuir, mais de savoir comment y faire face et s’en protéger, voir d’en tirer avantage comme certains pays ont su le faire. Il y a longtemps que nous sommes entrés dans un monde interdépendant – certes où certains étaient plus dépendants que d’autres – dont il serait vain de parier sur la fin, même lointaine. La planète s’est rétrécie. Des problèmes communs de plus en plus nombreux sont apparus et appellent, pour y faire face, à des coordinations de plus en plus étroites dans le respect des souverainetés de chacun.

C’est cette notion de souveraineté qui est au cœur de la mise en relation avec d’autres. Personne n’ose la réfuter, car alors il faudrait dans la foulée avancer ce que serait son contraire souhaitable. C’est de l’ordre de l’indicible. Qui oserait dire qu’il est favorable à une soumission, une dépendance, une obéissance, une servilité ? On l’a compris tout le monde se réclamera de la souveraineté, quitte à la décliner sous différentes acceptions.

Dans la mondialisation, il est d’usage, face à ce qu’il est convenu d’appeler la «contrainte extérieure» de se réclamer de la souveraineté. Mais celle-ci sera déclamée tantôt comme populaire, tantôt comme nationale. Comment s’ y retrouver ?

La «populaire» sera souvent avancée par les forces progressistes qui verront dans la «contrainte extérieure» alléguée le prétexte de revenir sur des acquis sociaux présentés par les tenants d’un libéralisme mondialisé comme des scories rendant inaptes à s’insérer dans la concurrence internationale. Car pour les adeptes de cette mondialisation, la «contrainte extérieure», ou les «signaux» des marchés ne signifient rien d’autre qu’une contrainte interne qu’il s’agit de casser pour rendre le pays apte à s’insérer dans le marché mondial. Le prurit de la réforme – en réalité la casse des acquis sociaux – les animera de façon fébrile ?

La «nationale» sera revendiquée par des secteurs de l’économie qui se sentiront fragilisés et menacés par la concurrence mondiale. C’est l’expression d’un petit ou moyen patronat qui ne sent pas apte à résister à cette concurrence qui vient de loin. Elle sera revendiquée par des couches sociales souvent attirées par un vote à droite.

Il est des circonstances, assez exceptionnelles, où ces deux approches de la souveraineté peuvent se rapprocher et bousculer les clivages politiques établis. Ce fut le cas dans la Résistance où la création du Conseil national de la résistance transcenda les deux approches qui fusionnèrent à travers le terme de patriotisme. En 2005, à l’occasion du referendum sur le Traité constitutionnel européen, le Non de gauche et le Non de droite se mêlèrent dans l’urne, chacun exprimant une acception de la souveraineté différente, pour les uns des craintes sociales, économiques et monétaires, pour les autres des préoccupations sociétales ou identitaires, mais tous deux comprenant que la structure supranationale que représentait l’Union européenne était devenue incompatible avec leur projet politique.

La construction européenne présente un cas particulier de la mondialisation. C’est un espace continental où ses formes ont été les plus accentuées et où les traités se sont empilés entrainant chaque fois des délégations de souveraineté : Acte unique, Traité de Maastricht, Pacte de stabilité, le tout repris et rassemblé dans le corset du Traité de Lisbonne et complétés et aggravés par ceux découlant de la gestion de la monnaie unique allant jusqu’à faire obligation aux parlements nationaux à faire viser par la Commission européenne les projets de budgets de chaque pays. La construction européenne est ainsi devenue le laboratoire de la mondialisation, sa forme la plus avancée et ne peut être considérée comme potentiellement lui être porteuse de résistance. Car elle en réunit tous les ingrédients : marché unique, libre circulation des marchandises, des capitaux et des travailleurs dans un espace où les écarts de salaires s’échelonnent de 1 à 9 et où les normes sociales, fiscales et environnementales sont différentes. Dans un tel espace ce qui s’échange ce ne sont pas des marchandises mais les conditions contextuelles dans lesquelles elles sont produites. Il est vain alors de parler de concurrence libre et non faussée. Les dérives délétères de la mondialisation y ont été multipliées rendant problématiques les conditions de l’exercice de la souveraineté dans cet ensemble européen. On comprend ainsi pourquoi prétendre construire l’Europe pour s’opposer à la mondialisation relève de l’escroquerie.

On ajoutera que tous ces traités, empilés et gravés dans le marbre puisqu’il faudrait un accord unanime pour les modifier, n’ont pour principale fonction que de permettre aux bourgeoisies conservatrices du continent de prendre une assurance tous risques contre les aléas de la démocratie et du balancier politique en intimant à tout «déviant» la nécessité de rentrer dans le «cercle de la raison». Jean-Claude Juncker a su résumer cette situation en annonçant au Grecs en 2015 qu’«*il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés*» et nous a ainsi annoncé la nature du verrouillage mis en place. La question est alors de savoir si les délégations de souveraineté consenties doivent servir de plafond de verre contre la démocratie ou au contraire, si cette Union européenne renforcée doit devenir permissive, voire accompagnatrice des changements espérés par les pays-membres.

Bien sûr, il est vain de prétendre co-construire avec d’autres sans imaginer devoir déléguer des moyens ou de la souveraineté. Mais cela se fait avec l’objectif de renforcer l’échelon supérieur afin qu’il protège mieux ou qu’il s’oppose à des forces extérieures jugées délétères. Par exemple mettre tout en œuvre pour faire face aux grands acteurs de la mondialisation, comme les grands États, ou la finance mondialisée, les firmes multinationales, les lobbies, etc. Mais pas pour leur dérouler le tapis rouge faisant de l’Union européenne un espace à dévaliser où l’on vient faire son marché. On pense à tout ce qui pourrait être fait au service d’une politique industrielle maitrisée, à la lutte contre les paradis fiscaux, contre l’impunité et l’arrogance des GAFA ou le poids des lobbies qui foisonnent à Bruxelles.

Le piège se referme lorsque les délégations de souverainetés se retournent contre l’échelon de départ, le pays-membre, et deviennent constitutives de contraintes, notamment austéritaires – au travers des « critères » de Maastricht - façonnées par des instances communautaires non-élues. L’exemple des directives européennes élaborées à Bruxelles et qui irriguent la production législative des parlements nationaux doit faire réfléchir. Voilà des textes qui sont élaborés sous l’influence de lobbies, c’est à dire dans des conditions qui ne seraient pas autorisées en France, et qui vont être adoptées en bloc et sans discussion par nos parlementaires. C’est ainsi que l’«harmonisation» européenne avance masquée. De telles délégations de souveraineté consenties dans de telles conditions et sachant qu’elles vont se retourner contre les pays-membres en lui imposant ce qu’il n’a pas voulu à priori devraient s’intituler abandons de souveraineté et consistent à se livrer pieds et poings liés aux bourgeoisies libérales-conservatrices qui dirigent l’Union européenne.

Il faut évidemment se poser la question de la place du curseur des délégations de souveraineté au sein de l’Union européenne. Il faut se demander à quoi elles servent ? Protéger les peuples européens ou au contraire renforcer les contraintes qui pèsent sur eux ? Il faut enfin se demander quel type d’Europe, forte des délégations opérées, pourrait être la garante des aspirations voulues par les peuples des États-membres ?

*Article paru dans la revue Recherches internationales (*[*http://www.recherches-internationales.fr*](http://www.recherches-internationales.fr)*)*

* Violences Policières : un Nouveau Cap ést Franchi

*Par le collectif Les Effronté.es*

Une première dans une manifestation féministe. Le féminisme est le mouvement le plus pacifiste de l’histoire. Samedi 7 mars avait lieu une marche en non-mixité de genre (sans hommes cisgenres), à l’occasion de la Journée internationale pour les droits des femmes. Juste avant son arrivée Place de la République (fin du parcours déposé), les forces de l'ordre ont fait une démonstration de brutalité machiste mêlant dérive du pouvoir et masculinité toxique, comme une sorte de vengeance patriarcale contre l’empowerment grandissant des femmes. Les violences policières, et notamment dans le cadre de manifestations politiques, sont systémiques et exponentielles. Elles s’exercent depuis plus longtemps encore sur fond de racisme à l’encontre des populations des banlieues. Jusqu’à présent, les manifestations féministes étaient épargnées.

Un nouveau cap a donc été franchi. Alors que la manifestation se déroulait comme prévu, des jeunes femmes ont été gazées sans sommation, attrapées par les cheveux, frappées, traînées dans le métro, certaines ont terminé en garde à vue sans raison valable en étant traitées de façon intolérable, comme elles en témoignent dans le média Kombini News. Des policiers leur ont tenu des propos inadmissibles : “vous allez bien vous lécher la chatte en garde à vue, bande de gouinasses”, “salope, grosse pute” “tu fermes ta gueule” répété X fois”, “elle est à qui la rue maintenant hein ?” “chiale, mais moi je vais te donner des vraies raisons de pleurer”, adressés aux jeunes femmes à terre, en pleurs et sans plus de souffle. Lorsqu’elles se sont retrouvées en cellule, elles ont subi des humiliations et maltraitances diverses : fouille avec pantalon baissé sans justification, insultes, “tu donnes envie à personne de faire des gosses!” de la part d’un chef, refus de donner à boire ou d'accompagner les gardées à vue aux toilettes, ou encore obligation d’uriner avec une porte laissée largement entrouverte malgré la présence d’hommes dans le couloir… Bilan : quatre jours d’ITT pour l’une des militantes qui témoignent, un jour pour une autre. Motif de leur interpellation : “manifestation non-autorisée” alors que celle-ci a été déclarée, le préfet Lallement lui-même le confirme dans son communiqué du 8 mars.

Dans tous les cas rien ne justifie une telle conduite de la part des représentants de la loi ! Didier Lallement doit mettre fin à cette escalade de violence policière dont il est directement comptable. Marlène Schiappa a tweeté qu’elle avait été “choquée de voir des gendarmes tirer les cheveux de jeunes filles”, mais ça ne nous suffit pas ! L’impunité des gendarmes et des policiers en roue libre, qui se livrent à des violences envers la population sans respecter la loi, ce n’est plus possible. Christophe Castaner va-t-il continuer de nier les violences policières ? Va-t-il continuer de balayer la question d’un revers de main ? Les “grandes gagnantes” attendent une réponse de pied ferme.

* Un Petit Mot de Rien

*Par Alain Kerjan*

Figurez-vous qu’une poignée de bons amis m’avaient invité, Dieu sait avec quelle insistance, à leur parler enfin d’un sujet de mon choix. Je pensais tout bas : «C’est trop d’honneur que vous me faites !» comme disait quelqu’un. Alors, je me suis réuni avec moi-même et, pour faire léger, il m’est venu à l’esprit de les entretenir tout simplement de ... RIEN ! Oui, parce que RIEN est pour moi un domaine de prédilection.

Rien n’est-il pas, en effet, l’occasion d’apprendre quelque chose ? Sur rien, il y a tellement à dire ! Et puis, quoi de plus agréable que de discourir de rien, sans façon, entre nous ! J’ai toujours aimé ces échanges spontanés entre écouteurs tout terrain qui aiment, par exemple, fêter le huitième centenaire du pâté en croûte, plutôt que supporter des boniments fumeux où je n’y entends rien. D’ailleurs, toutes ces logorrhées étalées avec pompe appartiennent, je ne vous l’apprendrai pas, au monde de ces maîtres chanteurs manipulateurs à la langue de bois, qui plastronnent, avec quelle suffisance, sous les lambris dorés d’une certaine république ... «bananière». De quoi être séduits par leur façon de remplir le vide ! Qui sontils en effet ? Rien que des manches à air. Qu’ont-ils à dire ? Rien que flagorneries et impostures, mais la main sur le coeur, comme jadis au serment du jeu de paume. A tant mentir, impossible même de croire le contraire de ce qu’ils disent. Que cherchent-ils ? Rien que pouvoir et argent. Que pratiquent-ils ? Rien moins que l’exact contraire de ce qu’ils professent : hypocrisie, mépris, autoritarisme, opportunisme, corruption, trafic d’influence, etj’en passe ! Et bien sûr, toujours impunis : vous connaissez la justice du pot de terre contreles pots de vin. Ah ! j’oubliais : la plupart, des psychopathes. Bref, rien que de très édifiant !

Quittons donc ce cloaque nauséabond pour nous accorder un rien de plaisir. Après tout, «Qui ne risque rien n’a rien » dit l’adage. N’est-ce pas excitant d’avancer de découverte en

découverte ? De riens, je vous assure, il y en a tant. De tous ces riens, j’en suis persuadé, peut

jaillir la lumière, à défaut de tout embrasser, encore que le tout n’est peut-être pas la somme

des riens. En effet, rien n’est moins sûr, car, vous pensez bien, tous ces riens ne marchent pas du même pas. Vous le savez, chacun est différent, il y a rien et rien, un rien ne fait pas l’autre, comme un rien anodin, un rien agréable, un rien original ou un autre inattendu qui, mine de rien, peut changer le cours des choses, tant il est vrai qu’un rien peut en cacher un autre. Mais au juste, qu’est-ce que rien ? Comment le définir ? Que par lui-même. Rien, c’est rien. Impossible de l’augmenter ou le diminuer. Ajoutez ou ôtez rien à rien, ne fût-ce que trois fois rien, vous n’obtiendrez toujours rien. Voilà qui est clair. Quant à ajouter ou ôter rien à quelque chose, convenez que cela ne servirait à rien, sinon à considérer que ce rien deviendrait une sorte de faire-valoir du quelque chose ! Un paradoxe inconcevable ! Reconnaissez avec moi que rien est plus ambivalent qu’il n’y paraît. Sérieusement, à ce stade, rien n’est joué, mais un frémissement me parcourt l’échine et je me sens déjà un rien dans le vif du sujet.

Précisément, il y a des jours où une question vient me tarauder. Grande question, allez-vous me dire, mais pourquoi pas ? Cette terre d’où nous venons, n’est-elle pas issue de rien, puisque tout a commencé par rien et que rien n’a jamais eu de commencement ? Et qu’y aura-t-il après elle, puisqu’elle retournera bien à je ne sais quoi et je ne sais quand , et nous avec ? Quelque chose ou rien ? Ou quelque chose qui, au bout du compte, deviendrait rien ? Car s’il n’y avait rien avant, n’y aura t-il rien non plus après, puisque rien ne prouve le contraire ? Et si ce rien survenait par une apocalypse générale, provoquée par la folie de ces potentats de vauriens qui agissent, sans coup férir, comme si de rien n’était ? Par instants, de songer à pareil cataclysme me glace le sang. Sans doute ai-je tort, puisque je n’y peux rien. Et vous, vous ne me direz pas que rien que d’y penser, cela ne vous touche en rien. Mais après tout, qu’importe ! Nous disparaîtrons, c’est prévu, aujourd’hui ou demain, infimes poussières que nous sommes, autant dire : rien. Alors, pour l’heure, vivons donc, et de préférence, en levant

le voile sur quelques spécimens de riens, des compagnons, somme toute, assez contrastés ...

Penchez-vous d’abord sur le simple quotidien. Sincèrement, rien peut toujours vous surprendre. Parce que rien vous paraît souvent quelque chose et quelque chose vous paraît rien, alors qu’en fait, «Rien existe aussi bien que le quelque chose» d’après Héraclite. En tout cas, rien se montre partout et nulle part, mais il est immuable et insaisissable. Pourtant son pouvoir est extraordinaire. Regardez comme un rien vous afflige et un rien vous fait rire, un rien vous embarrasse et un rien vous transporte, un rien fait aujourd’hui un coupable, surtout s’il est manant, et demain un innocent, surtout s’il est notable. Pour d’autres, un rien remplit l’esprit et le coeur sans les remplir, et les occupe sans les occuper, rien que pour masquer le vide, le leur.Vous voyez des gens se disputer, se battre, se tuer pour rien, et toutes les choses de ce bas monde passer et se réduire à rien. Au fond, rien est le seul à parler aux non-voyants et à se faire entendre des sourds, puisque ni les uns ni les autres ne voient ni n’entendent rien, même si aux sourds vous leur prêtez l’oreille. Quant à «L’art presque perdu de ne rien faire» selon Dany Laferrière, pour vous, je ne sais pas, mais pour ma part, j’avoue l’entretenir suivant ma fantaisie, par exemple, par un brin de sieste, petite courtoisie faite à mon corps, à me prélasser dans mon fauteuil, bercé par un air de musique, en savourant sur la langue … un succulentissime chocolat noir. N’est-ce pas un rien agréable ?

Justement, il y a mieux encore, car, à aiguiser votre regard, vous observerez combien rien peut faire des heureux . Ainsi, celui qui ne possède rien est un être libre, car rien ne le possède. Chez lui, ni appât du gain, ni envie, ni jalousie pour je ne sais quels fortune et honneurs qui pourraient, à n’en pas douter, l’aliéner, et qu’un rien ou la mort soudain anéantissent, car, vous le savez, qui trop s’embrase, mal s’éteint ! Remarquez en passant, que mourir ainsi pour rien, est aussi minable que de ne pas vivre pour quelque chose. En fait, le possesseur de rien est riche de tout, car, en sage gourmet, il jouit sans posséder. Il savoure ainsi avec volupté tous ces prétendus riens que sont … le partage d’un mets délicieux, d’un moment chaleureux en famille ou entre amis ou avec l’élu(e) de son coeur, d’un jeu dit de société avec des enfants attachants, le commerce agréable d’une personne de qualité, une rencontre imprévue pour des moments de découverte inespérés, le spectacle splendide de la nature décliné sur le rythme des saisons, l’émotion ressentie à la contemplation d’un tableau, à l’écoute d’une musique, d’une poésie, ou, dans la froidure de l’hiver, du déroulement d’uneécharpe de mots truculents, dans le silence amical d’un groupe de bavards qui prennent plaisir à se taire ensemble ... Que sais-je encore ? N’y a t-il rien de tel pour goûter la vie ?

Il ne vous aura pas échappé que, tout en cheminant, vous avez insensiblement gravi des

échelons dans la consistance du rien. Pour autant, vouloir faire le tour de rien, serait, avouez-le… un rien prétentieux. Ah ! Si vous pouviez mesurer l’insondable richesse du rien. A défaut, pour rester modestes, sachez au moins débusquer, ici et là, d’autres riens que sont ces bivouacs de création, d’innovation, d’entraide et de solidarité, de «sobriété heureuse» aussi, dirait Pierre Rabhi, construits parfois au prix d’efforts héroïques. De quoi s’agit-il ? Rien moins que de tenter de préserver notre environnement, sauver des emplois, réduire les inégalités et discriminations sans nombre, soulager et défendre les plus démunis, apporter un peu de joie et de beauté, imaginer des solutions pour recréer du lien social dans cet univers d’individualisme forcené dont tous, nous pâtissons. Rendez-vous compte : ce n’est pas rien ! Qui sait ? Peut-être le ferment qui demain fera lever la pâte ? Assurément, des riens ... ô combien précieux !

Vous me rétorquerez alors : ces riens sont-ils valorisés pour adoucir les maux de notre société ? Eh bien, sauf par des militants, pas vraiment, parce que, voyez-vous, ils ne rentrent pas dans le moule du prêt à penser dominant, c’est-à-dire celui du paraître, de la consommation effrénée, de la compétition individuelle, de la concurrence généralisée, de la marchandisation croissante érigée en système, de l’addiction aux robots espions et autres algorithmes, et, partant, à la pensée unique. Pire que le paradis d’Orwell ! Tout cela si cher à l’«homo economicus» et «numericus» rabâchés du matin au soir, mais moins à «l’homo intellectus » plutôt en perte de vitesse. Ces riens restent sous le boisseau car Spinoza dit que «tout ce qui est précieux est aussi difficile que rare». Même en chaussant vos bésicles, ces riens précieux, vous ne les découvrirez pas dans les «médias» grand public qui excellent à enfumer le bon peuple de leur marigot de bobards, fariboles, baliverneries, carabistouilles et pièges à gogos, pour qu’en gavant ces bipèdes, ils ne pensent à rien. Chez eux, de l’emballage parfois, mais de contenu point, sinon édulcoré ou dramatisé pour surtout ne rien remettre en cause.

Ecoutez, pardonnez-moi un gros mot par les temps qui courent, si, à propos de ces riens si précieux, j’ose, en dinosaure que je suis, parler de valeurs humanistes ! Et que dire des auteurs courageux et parfois anonymes de ces riens précieux ? Observez-les : ils alertent, résistent et persévèrent, car ils ont le bien commun chevillé au corps, ils croient au temps long et qu’une pierre peut changer le cours de l’avalanche, même si, comme disait Chamfort, «ceux qui sonnent le tocsin sont persécutés, tandis que les pyromanes sont laissés en repos». Imaginez ce difficile combat, car, en réalité, ils ont un grand tort : celui de ne pas appartenir à la caste des capitalisateurs, thésaurisateurs, spéculateurs, technocrates désincarnés au crane d’oeuf, évadés fiscaux et autres «premiers de cordée», au point de s’entendre dire, en langage fleuri, «qu’ils ne sont rien», voire des «fainéants», et qu’ ils «coûtent un pognon de dingue» ! Vous avez bien entendu : non, je n’ai pas la berlue, ce sont là les sorties d’un jeune despote narcissique hors sol, bouffi d’arrogance, éructant périodiquement du haut de l’Olympe son souverain mépris. Dites-moi, ne trouvez-vous pas que ce dangereux olibrius aux relents faisandés d’Ancien Régime, prêt au pire pour imposer son pouvoir, est, pour le coup … bien moins que rien ? En vérité, voyez comme rien est à la fois déconcertant et merveilleux ! Qu’apporte, en effet, l’homme en venant au monde ? Rien. Qu’emmène t-il en le quittant ? Rien. Mais entre les deux, il peut, fort heureusement, faire le choix lucide de confectionner toute une bigarrure de riens ou présumés tels, pour humaniser la cité, embellir la vie et redonner du sens, s’il est encore temps, à une société qui marche sur la tête. Alors, libre à vous de faire ce choix valeureux, sans toutefois confondre l’écume de la vague avec la profondeur de l’océan.

* De la Pénurie Hospitalière au Deficit de la Securite Sociale, et retour

*Par Saul Karsz*

*«Les appels au laissez-faire et au laissez-passer (au «libre échange») sur lesquels débouchent les théories et les formules mises au point par les économistes libéraux résultent donc d’un résidu de providentialisme d’origine religieuse au sein de cette ‘science ‘ qui se croit pourtant athée». (Yves Citton, in Spinoza et les sciences sociales, Paris, éditions Amsterdam, 2008, p. 84).*

Première donnée : pénurie grandissante dans les hôpitaux publics, en termes de personnels compétents, de moyens disponibles, de qualité des soins, voire de soins tout court. La situation des services d’urgence s’avère exemplaire, sinon caricaturale à force d’être extrême : il n’est pas rare d’attendre un nombre conséquent d’heures avant qu’un médecin veuille ou puisse s’approcher (sic !) du malade. Attente doublée en soirée, week-end, vacances. S’y ajoute encore le fait que la formation des personnels médicaux, en règle générale techniquement sérieuse, ne se caractérise cependant pas toujours par un souci d’éthique démocratique face à la détresse d’autrui. Une certaine indifférence teintée de hargne nappe souvent les rapports entre professionnels débordés et publics désemparés. Quelques bonnes volontés ne suffisent nullement à vivifier l’ensemble. Bref, il est aujourd’hui particulièrement malvenu d’être malade en hôpital public. D’y travailler également, vu les difficultés de recrutement de différentes catégories de personnels.

Seconde donnée : l’actuel gouvernement français a décidé de renforcer le déficit de la Sécurité sociale en lui faisant financer des mesures qui ne relèvent pas incontestablement de son ressort, tels les transferts de cotisations et le manque à gagner dû à la baisse des impôts - ce, sans compensation de l’Etat, pratique assez courante jusqu’ici. Entre remboursements faramineux au profit des laboratoires pharmaceutiques et trésorerie taillable et corvéable à merci par l’Etat, les capacités redistributives de la Sécu sont de plus en plus sévèrement rognées. Son déficit augmentant, sa «réforme» (= sa dilution, sa privatisation) s’impose. Nouvel épisode de la modernisation néolibérale.

Laquelle justement, en procédant de la sorte, déstabilise un credo largement répandu : le caractère impérieux des ajustements économiques, les équilibres financiers devenus des réquisits de fonctionnement et même de survie de toute entité et, nec plus ultra, la gestion des organisations publiques sur le modèle (supposé) des structures de droit privé (New Public Management). Or, alourdir le déficit de la Sécurité sociale est aux antipodes de ce credo. Incohérence ? Disons plutôt dévoilement, aveu, reconnaissance du fait que la soi-disant implacable contrainte économique relève en fait d’une posture politique, elle mobilise une prise de parti forcément idéologique, elle est tout sauf uniquement et étroitement économique. Ce n’est pas l’économie qui explique l’économie - sauf à l’imaginer telle une divinité qui explique tout sans être elle-même explicable. Dans la réalité, cette contrainte s’applique différemment et est fort nuancée selon les conjonctures, les rapports de force, les résultats à obtenir ou à éviter. Car, Marx le montra il y a plus d’un siècle déjà, seule existe l’économie politique, soit la dimension économique au sein d’alliances et d’oppositions entre intérêts et perspectives portés par des groupes, couches et classes sociales à propos du pouvoir d’Etat, de la conservation, la réforme ou la révolution de l’ensemble des rapports sociaux. Ce n’est jamais l’économie tout court qui est au poste de commande mais, chaque fois, l’économie capitaliste, socialiste ou autre. Pas question d’impulser l’économie en général mais une certaine économie politique, voire une certaine politique d’une certaine économie.

On ne prétendra cependant pas que l’économie pourrait se dissoudre purement et simplement dans les orientations et dans les pratiques politiques. Dotée d’une consistance propre, obéissant à des mécanismes et logiques sui generis, elle n’a rien d’un appendice passif. Le registre politique fournit aux logiques économiques des cadrages juridiques adéquats, des systèmes éducatifs qui préparent chacun à y tenir un rôle, de multiples facteurs de facilitation ou de freinage ainsi que toutes sortes de forces - y compris armées - qui assurent leur perpétuation ou leur questionnement.

Ce n’est pas tout. Le néolibéralisme entend élargir toujours plus son emprise sur les services publics (dont l’hôpital et la Sécurité sociale) sur le modèle des structures privées. Stratégie plausible - quoique hautement aventureuse, sinon suicidaire y compris pour le capitalisme. Ces structures entrent en crise, risquent de disparaitre quand les critères néolibéraux de rentabilité économique sont appliqués sans discernement, sans considérer les conjonctures, les besoins, les perspectives. Et quand discernement il y a, ce n’est pas la rentabilité économique qui est en jeu mais l’ancrage d’une certaine politique, des droits et des exclusions ainsi mobilisés - par économie interposée.

S’agissant des services publics, les logiques économiques ne suffisent manifestement pas à en clarifier le sens, les fonctions, les objectifs. Moins encore à en déterminer l’évolution. Gains et déficits constituent une dimension aussi incontournable qu’éminemment partielle. Constitue, en revanche, une condition nécessaire et suffisante de ces services ce à quoi ceux-ci sont censés servir, les tâches qu’ils sont supposés assumer, les bénéfices qu’ils sont tenus d’offrir. Si les hôpitaux produisent de la plus-value, celle-ci se mesure en termes strictement qualitatifs de soins physiques et psychiques, d’accompagnement bienveillant de la vie individuelle et collective, de fer de lance dans la lutte indéfiniment reprise contre la/les maladie(s) et la mort. La rentabilité de la Sécurité sociale réside dans son efficience démocratique mise à la portée de ceux qui en ont besoin. De fait, restrictions hospitalières et déficit de la Sécurité sociale ne sont, ne peuvent être exclusivement financiers, moins encore comptables. Ni leurs causes ni leurs effets ne le sont. Ils paraissent aujourd’hui sans fin prévisible car ils assainissent les comptes par la dégradation continue des fonctionnements et des pratiques. La politique néolibérale est soucieuse d’isoler aussi implacablement que possible les usagers solvables des exclus surnuméraires, grâce à des agents-exécuteurs consentants, fidèles, immunisés contre la puissance supposée corrosive des interrogations. D’où la nécessité d’organiser de nouvelles pénuries, et ainsi de suite.

S’y rapporte une question éthique, idéologique et politique majeure. D’une manière ou d’une autre elle nous concerne tous et chacun. Ce n’est pas la première fois qu’elle apparait ici car c’est constamment, journellement, à tout instant qu’elle se pose. C’est la question de savoir quel monde nous sommes, individuellement et collectivement, en train de construire, dans quelle Cause nous sommes enrôlés, avec quels alliés et quels adversaires.

*Article paru dans Le pas de côté (http://www.pratiques-sociales.org/publications-pas-de-cote/)*

* La CGT Ruine-t-elle la France ?

*Par Jacques-Robert Simon*

Suivant une ‘tradition’ bien établie par une certaine presse de l’entre-deux-guerres, le magazine ‘Le Point’ afficha sur la quasi-totalité des kiosques de France une affichette montrant M. Martinez grimaçant avec comme légende ‘ Comment la CGT ruine la France.’ Est-ce exact ?

‘Le Point’ est un magazine d'actualité créé en 1972 par une équipe de journalistes proches de Claude Imbert. Depuis 1997, il appartient à la famille Pinault, qui détient la totalité du groupe Sebdo-Le Point via sa holding Artémis. Dans le cadre des aides de l'État à la presse écrite, ‘Le Point’ touche chaque année des subventions (environ 4,5 millions d’euros en 2012). Le magazine est coutumier des approximations. À titre d’exemple, Bernard-Henri Lévy, chroniqueur au journal, attribue au journaliste Bernard Cassen des propos antimusulmans tenus par le pamphlétaire Pierre Cassen. L’hebdomadaire refuse la publication d’un droit de réponse ; il est condamné à s’exécuter par la 17e chambre correctionnelle qui souligne «l’insuffisance de rigueur et la carence de fond», «la gravité et la virulence» de la diffamation. Dont acte.

La Confédération générale du travail (CGT) a été créée le 23 septembre 1895 principalement par la fédération du livre et celle des cheminots. En 1904 le Congrès de Bourges adopte la revendication de la journée de 8 heures. En 1906, la CGT met la lutte des classes au centre de ses préoccupations. La confédération souhaite la disparition du salariat et du patronat, ainsi que son indépendance vis-à-vis des organisations politiques. Des groupes de droite, des associations d'anciens combattants et des ligues d’extrême droite protestent en 1934 contre le limogeage du préfet de police Jean Chiappe suite à l'affaire Stavisky. La CGT appelle à la grève générale «contre le fascisme». En 1936, la CGT négocie à l'initiative de délégués d'atelier, le relèvement des salaires, l'instauration de quinze jours de congés payés et la semaine légale de 40 heures. En 1937 la CGT compte 4 millions d'adhérents. En 1938, elle essuie un échec lors de la grève contre les «décrets misère» de Paul Reynaud qui instaurent la casse des conquêtes du Front Populaire. En 1939, le pacte germano-soviétique sème la consternation au sein de la CGT. Le 18 septembre 1939, juste après le début de la seconde guerre mondiale, le bureau confédéral de la CGT vote une déclaration excluant les militants qui refusent de condamner le pacte germano-soviétique; ceci a pour effet de chasser beaucoup des communistes du syndicat. La CGT ne compte alors plus que 500 000 adhérents. Le 16 août 1940, le gouvernement de Vichy dissout les centrales syndicales ouvrières et patronales, dont la CGT. La CGT (réunifiée) participe à la constitution du conseil national de la Résistance (CNR) qui a lieu le 27 mai 1943. Le 18 août 1944, la CGT clandestine appelle à la grève générale pour promouvoir la Libération de la France. En novembre 1947, pour marquer son refus du plan Marshall, des militants CGT sabotent la liaison ferroviaire Paris-Tourcoing conduisant au déraillement d’un train (bilan : 24 morts). En 1953, une grande grève dans la fonction publique contre le recul de l'âge à la retraite comptera quatre millions de grévistes, ce qui contraint le gouvernement d’alors à reculer. Dès le début de la guerre d’Algérie en 1954, la CGT soutient «les revendications des Algériens et leurs aspirations nationales». En 1962, une manifestation anti-OAS férocement réprimée fait 9 morts, pour la plupart membres de la CGT, au métro Charonne. La grève générale de mai et juin 1968 met sept millions de travailleurs en grève, quelquefois avec occupation des locaux. La prise en main par la CGT contribue grandement à éviter la chienlit prédite par ailleurs. La CGT appelle à voter pour François Mitterrand au second tour de la présidentielle de 1981. Le lien entre le Parti Communiste et la CGT ne peut pas être nié. À ce sujet, il est utile de rappeler les positions politiques de Georges Marchais telles qu’il les avait énoncées le 10 juin 1982 : (1) il est nécessaire d’avoir une gestion plus rigoureuse des entreprises publiques et de l’État lui-même ; (2) il faut reconquérir le marché intérieur ; (3) il faut faire payer les hauts revenus ; (4) il faut arrêter la course aux armements ; (5) il faut arrêter l’arrivée de la main d’œuvre immigrée. En 1988, les infirmières réclament une augmentation significative des salaires et de véritables moyens pour la formation. La CGT est seule à soutenir le mouvement. En 2005, le comité confédéral national, le « parlement » du syndicat, recommande le rejet de la constitution européenne. En 2006, la CGT initie un mouvement social contre le Contrat première embauche, disposition qui sera finalement abandonnée. En 2010, le syndicat est présent lors des manifestations contre la réforme des retraites. La CGT participe activement aux grèves et manifestations du printemps 2016 contre la ‘loi travail’ dite ‘El Khomri ‘qui élargit, entre autres dispositions, les conditions dans lesquelles un employeur peut procéder à un licenciement économique. Dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle de 2017, la CGT appelle à «faire barrage» à Marine Le Pen.

Les événements actuels sont sous le feu des médias et chacun peut constater le rôle que peut y jouer la CGT. Son responsable indique que la France est devant un «choix de société», ce qui ne peut pas être nié. Quiconque a un tant soit peu fréquenté le milieu du travail où se trouvent des délégués syndicaux, devrait avoir constaté que ceux-ci constituent l’élite de la classe ouvrière, celle qui se coltine avec les problèmes concrets, celle qui essaie d’éviter le pire, celle qui tente de comprendre des dossiers écrits dans une sorte de jargon qui les rend difficiles d’accès, celle qui prend sur ses temps libres pour se former, pour batailler contre ceux formés dès leur prime jeunesse pour imposer leurs vues. Il n’est pas de bon ton de décrire la CGT comme une aristocratie ouvrière, pourtant c’est ainsi qu’elle se définit le mieux. C’est même ce caractère aristocratique qui fait de la CGT la première des cibles de ses ennemis. Ses adversaires ont affaire avec elle à des gens formés, déterminés et rompus aux négociations. La CGT possède à n’en pas douter une idéologie précise et circonscrite, mais peut-on proposer un avenir à des gens sans un tel cadre. Qu’un syndicat ouvrier veuille défendre les ouvriers présente une certaine logique. Que ce même syndicat n’adopte pas seulement des positions qui permettent d’alléger le poids du présent mais qu’il présente des solutions qui lui soient propres, chacune et chacun devraient s’en féliciter. Depuis 1983, la ligne qui conduisait vers un monde hypothétiquement meilleur mais plus raisonnable a été abandonnée au profit d’une mondialisation décrite comme nouvelle mais qui n’est rien d’autre qu’un nouveau type de colonialisme. Il eut été possible de se donner d’autres objectifs, d’aller ailleurs, comme le recommandaient maints scientifiques suite aux chocs pétroliers.

Pour en revenir à la ‘une’ du magazine ‘Le Point’ qui allie bassesse et besoin de vendre n’importe quoi à n’importe quel prix, le parallèle avec l’esprit de journaux comme ‘Je suis partout’ s’impose. Ce mode d’information représente la face sombre d’un journalisme haineux inspiré par la suffisance des puissants. Ce sont les mêmes qui ont concouru à installer le pire en Europe. Une des familles les plus riches d'Allemagne a reconnu récemment avoir eu des liens avec le régime d'Adolf Hitler. En fait la quasi-totalité des grands industriels fit de même. La connivence entre pouvoir politique et détenteurs des capitaux n’est pas à démontrer. On ne peut pas profiter du pouvoir sans en être proche, quelle que soit la nature de ce pouvoir. Et les convictions néolibérales ostensiblement affichées seraient prestement remplacées par d’autres plus adaptées à toute espèce de pouvoir, quelle que soit sa couleur, brune, rouge, noire.



***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus glané sur le net par Iradj Ziaj

Devinette

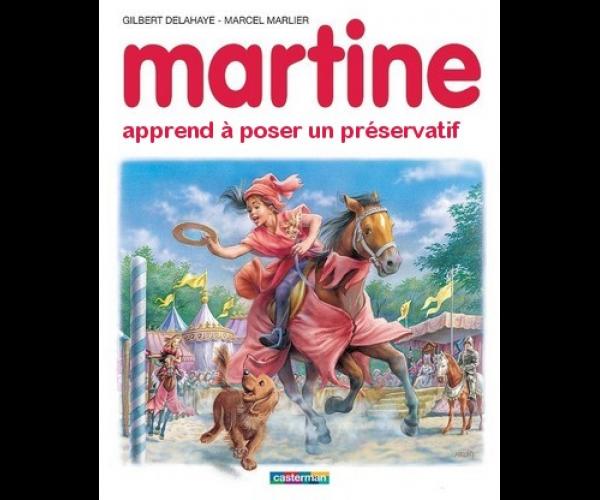


Bonus extrait du Journal People de Benoist Magnat

Les Gilets Jaunes toujours présents



Education sexuelle



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !